



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1161>

Main basse sur l'école publique

- Librairie -

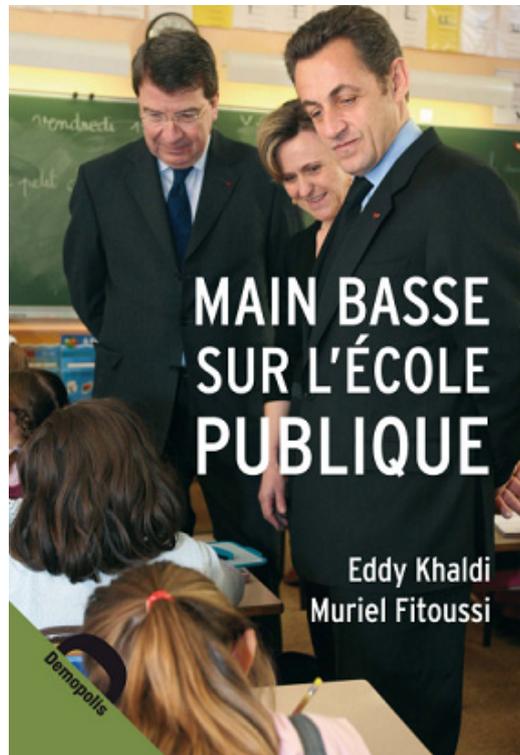


Date de mise en ligne : jeudi 31 décembre 2015

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi, Main basse sur l'école publique, Broché, 2008.



L'Éducation Nationale est accusée de « fabriquer des crétins » et d'entretenir le « chaos pédagogique », l'insécurité et le chômage. En évitant les débats parlementaires, Xavier Darcos impose sans discussion une véritable révolution libérale. Le gouvernement met rapidement en oeuvre une succession de mesures : suppression de la carte scolaire et de postes d'enseignants, évaluation publique des enseignants et des établissements, financement par l'État du développement des établissements privés dans les banlieues... Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi dévoilent la signification de ces mesures.

Ils révèlent que des associations de libéraux et de catholiques conservateurs proches du Front national et de l'Opus Dei sont à l'origine de ces propositions. Au nom de la liberté de choix, on prépare une privatisation de l'Éducation. La réforme de l'école est au coeur du projet de Nicolas Sarkozy. L'école institution de la République laïque est décriée, attaquée pour lui substituer une logique libérale dans laquelle l'école privée est instrumentalisée pour concurrencer et démanteler le service public.

Quelle part prennent l'actuel gouvernement et son ministre de l'Éducation nationale dans cette exacerbation de la concurrence, dans les nouveaux privilèges concédés à l'enseignement catholique ? Quel rôle jouent les officines libérales et intégristes qui prennent pour cible l'école publique ? Quel sens donner à toutes ces premières mesures engagées dans la précipitation : suppression de la carte scolaire, instauration d'un chèque éducation pour le privé, concessions sur la mixité, le service minimum... ? Des faits, des actes, des décisions, des liens, des réseaux montrent les multiples connivences, qui depuis une trentaine d'années s'entendent pour lancer une OPA sur l'École publique.